

CONTACT MÉDIA : press@worldjusticeproject.org

Le Cameroun est classé 134^e sur 142 dans l'Indice de l'État de Droit

- Le *WJP Rule of Law Index® 2023* indique que l'état de droit a reculé dans le monde pour la sixième année consécutive
- Les droits de l'homme ont connu un recul dans 3 pays sur 4 depuis 2016
- Le score du Cameroun a diminué, il se classe 33^e sur 34 au niveau régional

WASHINGTON (25 octobre 2023) – Selon l'[Indice de l'État de Droit du World Justice Project \(WJP\) 2023](#), l'état de droit a de nouveau connu une érosion dans une majorité de pays cette année.

Il s'agit du sixième Indice consécutif marquant un déclin de l'état de droit à l'échelle mondiale. Rien que cette année, l'état de droit a reculé dans 59 % des pays étudiés-y compris le Cameroun.

Depuis 2016, l'état de droit a reculé dans 78 % des pays étudiés. Le facteur de l'état de droit qui a le plus diminué entre 2016 et 2023 est celui des Droits Fondamentaux - en baisse dans 77% des pays-y compris le Cameroun.

Au cours des sept dernières années, les scores de l'Indice pour les Contraintes sur les Pouvoirs du Gouvernement ont chuté dans 74% des pays-y compris le Cameroun. Dans le monde entier, les assemblées législatives, les systèmes judiciaires et la société civile - y compris les médias - ont tous perdu du terrain dans le contrôle du pouvoir exécutif, selon l'Indice.

Ces tendances autoritaires et d'autres se sont poursuivies en 2023, mais elles ralentissent, avec moins de pays en déclin en 2022 et 2023 qu'au cours des années précédentes.

Les Contraintes sur les Pouvoirs du Gouvernement ont baissé dans 56% des pays, contre 58% en 2022 et 70% en 2021. De même, une plus petite majorité de pays a vu l'état de droit se dégrader cette année (59 %) par rapport aux deux années précédentes (61 % et 74 %).

Une plus petite majorité de pays (56 %) a également enregistré un déclin des droits fondamentaux cette année, par rapport à 2022 (66 %).

D'autre part, les déclins dans le fonctionnement des systèmes judiciaires s'étendent maintenant.

Deux tiers des pays (66%) ont vu leur score de l'Indice de la justice civile baisser cette année, contre 61% l'année dernière. L'augmentation des retards dans la justice et l'affaiblissement de l'application de la loi en sont largement responsables. Dans le même temps, les scores de la Justice Pénale ont également baissé dans un peu plus de pays cette année (56%) que l'année dernière (55%).

Le Cameroun s'écarte de la tendance et fait partie des pays qui ont amélioré leur score en matière de Justice Civile.

« Le monde reste en proie à une récession de l'état de droit, caractérisée par des excès de pouvoir, des restrictions des droits de l'homme et des systèmes judiciaires qui ne répondent pas aux besoins de la population », a déclaré **William H. Neukom**, cofondateur et président du WJP. « Les populations du monde entier en paient le prix. »

L'État de Droit en Cameroun

Le Cameroun est classé 134^e sur 142 pays dans le monde.

Au niveau régional, le Cameroun se classe 33^e sur 34 pays d'Afrique subsaharienne*. Le pays le plus performant de la région est le Rwanda (41^e sur 142 au niveau mondial), suivi de la Namibie et de l'île Maurice. Les trois pays les moins performants de la région sont la Mauritanie, le Cameroun et la République démocratique du Congo (138^e rang mondial).

Au cours de l'année écoulée, 20 pays sur 34 ont reculé en Afrique subsaharienne. Sur ces 20 pays, 10 avaient également décliné l'année précédente.

Parmi les pays à revenu moyen inférieur, le Cameroun se classe 32^e sur 37.**

Classements et tendances au niveau mondial

À l'échelle mondiale, le pays le mieux classé dans l'*Indice sur l'État de Droit du WJP 2023* est le Danemark, suivi de la Norvège, de la Finlande, de la Suède et de l'Allemagne. Le pays le moins bien classé est le Venezuela, suivi du Cambodge, de l'Afghanistan, d'Haïti et de la République démocratique du Congo.

Classements du Cameroun dans l'Indice sur l'État de Droit WJP

Classement global : 134 / 142

Classement régional : 33 / 34

Classement par facteur:

FACTEUR	CLASSEMENT	CLASSEMENT	CLASSEMENT
---------	------------	------------	------------

	MONDIAL	REGIONAL *	REVENU **
Contraintes aux Pouvoirs du Gouvernement	121/142	28/34	27/37
Absence de Corruption	138/142	32/34	35/37
Gouvernement Ouvert	132/142	31/34	31/37
Droits Fondamentaux	127/142	30/34	30/37
Ordre et Sécurité	134/142	29/34	34/37
Application de la Réglementation	121/142	24/34	27/37
Justice Civile	122/142	28/34	26/37
Justice Pénale	140/142	34/34	36/37

(1 correspondant à la meilleure performance dans le classement de l'Indice sur L'État de Droit du WJP)

Pour voir la performance du Cameroun à travers les 44 sous-facteurs mesurés par l'Indice, visitez : <https://www.worldjusticeproject.org/rule-of-law-index/country/2023/Cameroon>

Découvrez les classements complets et les conclusions de l'Indice sur l'État de Droit du World Justice Project (WJP) 2023 sur: www.worldjusticeproject.org/rule-of-law-index/.

###

- Retrouvez le communiqué de presse global et les 142 communiqués de presse des pays par région [ici](#).
- Accédez à l'Indice sur l'État de Droit 2023 complet et au livret « Insights » [ici](#).
- Retrouvez les graphiques (classements régionaux, classements mondiaux et cartes comparatives) [ici](#).

CONTACT MÉDIA ET DEMANDE D'ENTRETIEN :

press@worldjusticeproject.org

À PROPOS DE L'INDICE DE L'ÉTAT DE DROIT DU WJP:

Le [World Justice Project \(WJP\) Rule of Law Index®](#) est la première source mondiale de données originales et indépendantes sur l'état de droit. Couvrant désormais 142 pays et juridictions, l'Indice s'appuie sur plus de 149 000 sondages auprès des ménages et 3 400 sondages auprès de juristes et d'experts pour mesurer la manière dont l'état de droit est vécu et perçu dans le monde. Publié chaque année depuis 2009 et soumis à une méthodologie rigoureuse, l'Indice est utilisé par les gouvernements, les organisations multilatérales, les entreprises, les universités, les

médias et les organisations de la société civile du monde entier pour évaluer et combler les lacunes de l'état de droit.

À Propos du World Justice Project :

Le World Justice Project (WJP) est une organisation indépendante, non partisane et pluridisciplinaire qui vise à créer des connaissances, à sensibiliser et à stimuler l'action pour faire progresser l'état de droit dans le monde entier.

Un état de droit efficace réduit la corruption, combat la pauvreté et la maladie, et protège les personnes contre les injustices, grandes et petites. Il sous-tend le développement, un gouvernement responsable et le respect des droits fondamentaux, et constitue le fondement des communautés de justice, de santé, d'opportunités et de paix.

Le World Justice Project définit l'état de droit comme un système durable de lois, d'institutions, de normes et d'engagements communautaires qui garantit : la responsabilité, des lois justes, un gouvernement ouvert et une justice accessible. Pour en savoir plus sur ces quatre principes universels et sur notre travail : www.worldjusticeproject.org.

* Pays et juridictions mesurés dans la région de l'Afrique subsaharienne : Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Kenya, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, République du Congo, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Afrique du Sud, Soudan, Tanzanie, Togo, Ouganda, Zambie, Zimbabwe.

**Pays et juridictions à revenu moyen inférieur : Algérie, Angola, Bangladesh, Bénin, Bolivie, Cambodge, Cameroun, Côte d'Ivoire, Égypte, El Salvador, Ghana, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Iran, Kenya, République kirghize, Liban, Mauritanie, Maroc, Mongolie, Myanmar, Népal, Nicaragua, Nigeria, Pakistan, Philippines, République du Congo, Sénégal, Sri Lanka, Tanzanie, Tunisie, Ukraine, Ouzbékistan, Viêt Nam, Zimbabwe.